

A

Remboursement des comptes payés par la S.N.C.F.
sur approvisionnements détruits ou disparus pendant
les hostilités - Prolongation des délais

(s) C.D.	17. 9. 40	20	VIII
C.D.	1. 10. 40	7	3d a)
Note pour les serv. Financ.	2. 10. 40		

Remboursement des comptes payés par la S.N.C.F. sur approvisionnements détruits ou disparus pendant les hostilités - Prolongation des délais

2 Octobre

40

N O T E

pour Monsieur BROCHU

En ce qui concerne la destruction par faits de guerre des approvisionnements constitués pour notre compte par des constructeurs et dont ces derniers sont responsables vis à vis de nous-même en cas de force majeure, le Comité a estimé qu'il était préférable de ne pas soulever de polémique et, à la suite d'une observation de M. BOUFFANDEAU, il a pensé qu'il suffirait pour sauvegarder nos ~~droits~~ d'écrire à ceux-là seuls des constructeurs - mais à tous ceux qui auraient fait des réserves quant à l'application de la clause dans nos contrats relative au cas de force majeure.

Vous voudrez bien en conséquence faire préparer des lettres à tous ces constructeurs.

Votre bien dévoué,

Henry Fila/hi

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 1er octobre 1940

Questions diverses

Règlements aux fournisseurs

P.V. COURT (a)

En suite à sa décision du 17 septembre 1940, relative à la prorogation de délais à accorder, suivant les cas d'espèce, aux fournisseurs de la S.N.C.F. pour le remboursement des acomptes qui leur auraient été payés par elle sur approvisionnements détruits ou disparus pendant les hostilités, le Comité précise que, pour sauvegarder les droits de la S.N.C.F., il suffira d'écrire à ceux des fournisseurs qui feraient des réserves quant à l'application de la clause des contrats passés avec eux visant les cas de force majeure.

SENEO p. 7

Règlement des fournisseurs - Je voudrais revenir brièvement sur une question que le Comité a examinée il y a quinze jours au sujet des entreprises qui ont constitué des approvisionnements pour l'exécution de commandes que nous leur avons passées. Ces approvisionnements sont notre propriété et nous vous souvenez que, par suite d'une clause insérée dans les traités, ces entreprises sont responsables de leur perte, même en cas de force majeure. Le Comité avait été d'avis de ne pas prendre position dès maintenant sur le fond même de la question de ces approvisionnements détruits du fait de la guerre et avait décidé qu'il y avait lieu seulement, pour le moment, de ne pas réclamer les sommes correspondantes, la décision étant prise par cas d'espèces et sur le plan de la trésorerie des entreprises.

En réalité, nous n'avons pas d'indications très exactes sur les approvisionnements qui sont détruits et nous pourrions nous contenter de continuer à payer aux entreprises ce que nous leur devons, sans faire illusion à ce dont elles peuvent nous être redevables au titre de la clause de responsabilité insérée dans les contrats.

Mais le Service du Contentieux estime qu'il serait plus prudent d'envoyer à chacun des fournisseurs dont les approvisionnements ont été détruits, non pas à l'occasion du versement d'un nouvel acompte mais à une date à déterminer, une lettre uniforme qui serait rédigée comme suit :

"Aux termes des marchés de travaux et fournitures que vous avez passés avec la S.N.C.F., vous êtes responsables des approvisionnements constitués dans vos établissements et qui sont devenus notre propriété du fait de versements d'acomptes.

"Cette responsabilité qui s'étend à tous cas de destruction ou de disparition, même s'il y a force majeure, vous rend comptable à notre égard de la valeur des matières et objets dont la perte est imputable à des faits ou circonstances de guerre.

"En raison des difficultés actuelles, la S.N.C.F. n'entend pas provisoirement s'appuyer sur cette clause pour opérer des compensations entre les sommes dont vous lui êtes redevable à ce titre et celles qu'elle-même peut vous devoir à la suite de l'exécution de travaux ou fournitures.

"Toutefois, nous ne renonçons ainsi nullement aux droits que nous tenons du marché, et nous nous réservons de vous faire connaître après examen les conditions dans lesquelles interviendra l'imputation des sommes qui nous sont dues."

Il s'agit d'une précaution supplémentaire que le Service du Contentieux estime nécessaire et qui, en effet, ne serait peut-être pas inutile.

M. COY. - Je préférerais, pour ma part, que nous n'envoyions pas cette lettre. Tout au plus, pourrions-nous indiquer sur les avis de paiement que le paiement est fait sous réserve de l'application des dispositions de l'article en cause du contrat.

M. LE HENRIER.- Une telle lettre n'irait peut-être pas sans soulever quelque émotion parmi nos fournisseurs et on peut craindre qu'il soit fait autour d'elle une publicité qui ne servirait pas les intérêts de la S.N.C.F.

M. FILIPPI.- Personnellement, je serais assez d'avis de laisser aller les choses.

M. GOY.- D'accord.

Monsieur,

Aux termes des marchés de travaux et fournitures que vous avez passés avec la S.N.C.F., vous êtes responsable des approvisionnements constitués dans vos établissements et qui sont devenus notre propriété du fait de versements d'acomptes.

Cette responsabilité qui s'étend à tous cas de destruction ou de disparition, même s'il y a force majeure, vous rend comptable à notre égard de la valeur des matières et objets dont la perte est imputable à des faits ou circonstances de guerre.

En raison des difficultés actuelles, la S.N.C.F. n'entend pas provisoirement s'appuyer sur cette classe pour opérer des compensations entre les sommes dont vous lui êtes redevable à ce titre et celles qu'elle-même peut vous devoir à la suite de l'exécution de travaux ou fournitures.

Toutefois, nous ne renonçons ainsi nullement aux droits que nous tenons du marché, et nous nous réservons de vous faire connaître après examen les conditions dans lesquelles interviendra l'imputation des sommes qui nous sont dues.

QUESTION VIII - Règlement aux fournisseurs

P.V.

Le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises, sous réserve de la question des facilités de trésorerie à accorder aux fournisseurs de la S.N.C.F. pour le remboursement des acomptes qui leur auraient été payés par elle sur approvisionnements détruits ou disparus pendant les hostilités : cette question sera réglée par voie de prorogation de délais et suivant les cas d'espèce.

Sténo (s) P.20

M. FILIPPI - Diverses questions se posent dans les rapports de la S.N.C.F. avec ses fournisseurs à la suite des événements récents.

1°) Acomptes payés sur approvisionnements détruits.-

Lorsque nous donnons des acomptes sur approvisionnements constitués en vue de la fabrication ou de l'exécution des travaux commandés, nous assortissons notre contrat d'une clause aux termes de laquelle, la propriété des approvisionnements étant transférée à la S.N.C.F., le fournisseur demeure garant de leur conservation même en cas de force majeure. Cette clause évidemment peut paraître un peu léonine dans les circonstances présentes, bien que, de l'avis du Service du Contentieux, elle demeure, en réalité, parfaitement justifiée : on peut soutenir, à la rigueur, que le fournisseur a dû comprendre dans son prix une prime d'assurance pour risques de guerre; ces assurances ont commencé à jouer et, si la guerre avait continué, la situation se serait, sans doute, normalisée. Les Services Financiers n'en considèrent pas moins que, dans la situation actuelle, il serait difficile que nous appliquions strictement cette clause. Pour ma part, encore que je n'aime pas beaucoup les contrats très stricts qu'ensuite on n'applique pas, je pense que nous ne pouvons guère réclamer, pour le moment, le remboursement des acomptes quand les approvisionnements qui en font l'objet ont été

détruits du fait de la guerre.

M. LE PRESIDENT - Cette première question est assez importante et je crois qu'elle mérite un examen approfondi.

En définitive, il est proposé que la S.N.C.F., quand elle aura versé des acomptes sur des approvisionnements qui ont disparu, renonce à en exiger le remboursement, soit sur le marché en cours, soit sur d'autres marchés. Ceci est grave et j'attire, sur ce point, l'attention du Comité. Nous ne savons pas comment sera assurée la réparation des dommages de guerre. Mais il n'est pas à ma connaissance qu'il soit dans les intentions des Pouvoirs Publics d'assurer le dédommagement intégral. Ne risquons-nous pas, si nous ne poursuivons pas le remboursement des acomptes, d'avoir payé nous-mêmes des dommages de guerre pour des approvisionnements que nous n'aurons jamais reçus et dont la destruction pourra, dans la législation à venir, ne pas ouvrir droit à réparation ?

M. GOY - L'assurance des approvisionnements n'est-elle pas obligatoire ?

M. FILIPPI - Certains fournisseurs sont assurés, d'autres non. Il y a, évidemment, des précautions à prendre.

M. BOUFFANDEAU - Vous ne nous demandez pas de nous prononcer sur la question de droit ? Il s'agit bien d'une simple modalité de paiement.

M. FILIPPI - Les droits de la S.N.C.F. pour l'avenir sont réservés.

M. LE BESNEHAIS - Nous demandons seulement l'autorisation de ne pas poursuivre, pour le moment, le remboursement des acomptes.

M. BOUFFANDEAU - Il s'agit donc, en définitive, de donner des facilités de trésorerie aux fournisseurs : nous paierions les sommes que nous devons, sans déduction, pour le moment, des acomptes versés.

M. LE BESNERAIS - Si nous voulons faire la compensation sur un marché autre que celui au titre duquel les acomptes ont été versés, nous ne trouverons plus aucun fournisseur.

M. BOUFFANDEAU - Nos droits seraient explicitement réservés ? Ce ne serait pas un renoncement.

M. LE BESNERAIS - Il est bien certain que nous ne renoncerions pas à nos droits.

M. FILIPPI - La question, il faut le reconnaître, se trouverait tout de même un peu engagée.

M. LE PRESIDENT - C'est pour cela que l'affaire est assez grave.

Ce qu'il faut surtout, c'est que, notre compte d'exploitation étant déficitaire, nous n'arrivions pas à faire dès maintenant rembourser par l'Etat, des dommages de guerre qui, dans la législation du droit commun, pourraient ultérieurement n'ouvrir droit à aucune réparation. Nous ne pouvons instituer une sorte de régime de préférence dans ce domaine en faveur de nos fournisseurs.

M. FILIPPI - Je crois qu'il faut s'en tenir, pour le moment, à la notion de trésorerie.

M. LE PRESIDENT - Seulement, la notion de trésorerie conduit à prendre des solutions différentes suivant les entreprises. Certaines entreprises pourront n'être pas gênées par l'imputation des acomptes sur le règlement total des marchés. Il y en a d'autres que cela mettrait, au contraire, dans une situation délicate. La solution basée sur la notion de trésorerie conduit à cela, et elle n'est pas alors à l'abri de toute critique. Mais, si vous érigez le non remboursement des acomptes en règle générale, il n'y a plus de justification.

M. FILIPPI - Le mieux serait de ne pas réclamer aux fournisseurs le remboursement immédiat et de leur dire que nous leur donnons des délais.

M. LE BESNERAIS - D'accord.

M. GOY - Ce serait la meilleure solution. Nous n'avons pas intérêt à prendre position dès maintenant.

M. ARON - Il me semble que, normalement, un acompte versé sur approvisionnements est imputable de droit sur le paiement des fournitures ou des travaux dans lesquels ces approvisionnements se sont incorporés.

M. FILIPI - Oui. C'est ainsi que nous procédons normalement.

M. ARON - On pourrait dire que, dans la mesure où nous le jugeons nécessaire, puisque nous plaçons la question sur le plan trésorerie, nous renverrons l'imputation sur les derniers paiements.

M. LE BESNERAIS - Mais il y a le cas où l'usine ne peut plus continuer sa fabrication.

M. ARON - Ce n'est peut être pas le cas général.

M. GOY - Le renouvellement des traites est certainement la meilleure solution.

M. LE BESNERAIS - Quand le marché est exécuté malgré tout, il n'y a pas grande difficultés. Ce qui est plus délicat, c'est surtout le cas des marchés non encore exécutés.

En tout état de cause, nous devons faire très attention au point de vue de la forme. Nous allons répondre aux fournisseurs que notre droit est absolu et qu'ils doivent nous rembourser. Mais il ne faut pas que cette réponse soit présentée de telle façon qu'ils puissent dire à leurs ouvriers : "Je ne peux vous payer parce que les chemins de fer exigent le remboursement des acomptes".

M. GOY - Nous n'avons pas de raison à donner. Nous dirons simplement que nous renouvelons notre traite. Tout commentaire peut être gênant.

M. FILIPPI - Il faut le faire en donnant le moins d'explications possible.

M. GOY - Faites-le sous la forme d'une prorogation du délai de paiement. Mais surtout, n'écrivez rien qui puisse avoir l'air d'une explication ou en provoquer une.

M. DEVINAT - Des fournisseurs nous ont-ils déjà saisis ?

M. LE BESNERAIS - Oui.

M. DEVINAT - Vous régleriez l'affaire par cas d'espèce ?

M. LE BESNERAIS - Nous allons traiter pas cas d'espèce. Mais il faut prendre une décision sur les conditions dans lesquelles nous devrons examiner chaque cas.

M. LE PRESIDENT - Dans la mesure où le principe du remboursement n'est pas mis en cause et dès lors qu'il s'agit de régler chaque cas particulier suivant les circonstances, je crois qu'il n'y a pas de danger. Le Comité est d'accord pour procéder ainsi, par voie de prorogation de délais, compte tenu des cas d'espèce.

.....

18 septembre 1940

NOTE POUR LE COMITE DE DIRECTION

(extrait)

Il est rendu compte au Comité des questions suivantes qui se posent actuellement au sujet des règlements à faire aux fournisseurs

I - ACOMPTES PAYES SUR APPROVISIONNEMENTS DETRUIITS.-

La S.N.C.F. paie à ses fournisseurs des acomptes sur les approvisionnements constitués pour l'exécution de ses marchés de fournitures et de travaux.

Ces acomptes entraînent un transfert de propriété au profit de la S.N.C.F., le fournisseur restant simplement dépositaire. Cependant, par une clause spéciale, il demeure garant de la conservation de ces approvisionnements, même en cas de force majeure.

Des approvisionnements ayant fait l'objet de tels acomptes ont été détruits ou ont disparu pendant les hostilités. La question est de savoir qui, de la S.N.C.F. ou du fournisseur, doit supporter la perte (sous réserve de la réparation ultérieure par le Gouvernement des dommages de guerre).

En droit, il paraît certain que la clause rendant le fournisseur responsable, même en cas de force majeure, s'applique au cas de destruction par fait de guerre et, que, par conséquent, la perte doit incomber au fournisseur.

Mais au moment où la S.N.C.F. cherche à faciliter la reprise de l'activité industrielle, il ne paraît pas opportun de susciter aux fournisseurs des difficultés de trésorerie en leur demandant de rembourser les acomptes qui leur ont été payés ou en en retenant le montant sur les sommes qui leur sont dues au titre d'autres marchés.

Il est donc proposé, tout en réservant les droits de la S.N.C.F. pour l'avenir, de régler aux fournisseurs les sommes qui leur sont dues pour le montant et aux échéances prévues par les marchés régulièrement exécutés sans effectuer pour le moment aucune compensation avec le montant des acomptes qui ont pu leur être payés antérieurement au titre d'autres marchés sur des approvisionnements actuellement disparus.

Cette solution ne serait appliquée, toutefois, qu'aux entreprises françaises.

.....